

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2001-2002



155, boul. Charest Est, RC-1
Québec (Québec) G1K 3G6
Tél. : (418) 525-5526 - Téléc. : (418) 525-4965
Courriel : reception@cdecdequebec.qc.ca
Site Internet : www.cdecdequebec.qc.ca

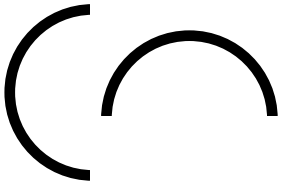
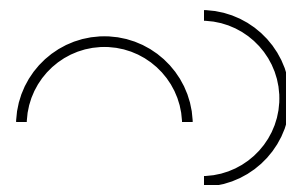
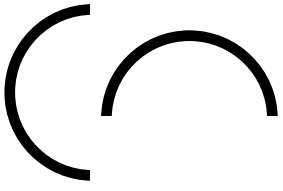
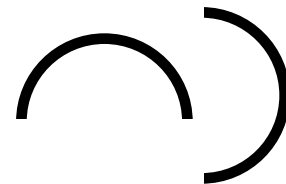


TABLE DES MATIÈRES



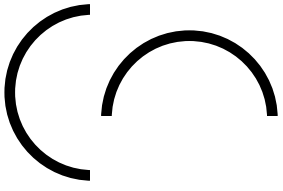
MOT DU PRÉSIDENT ET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL	7
ENJEUX À LA CDÉC DE QUÉBEC POUR L'ANNÉE 2002-2003	9
NOS PARTENAIRES PRINCIPAUX	10
Développement économique Canada	10
Centre local de développement	11
DES PARTENAIRES MAJEURS	11
Emploi-Québec et son réseau	11
Comité de liaison, niveau politique	11
Regroupement des CDÉC du Québec	12
Réseau d'investissement social du Québec	12
D'AUTRES PARTENAIRES NATIONAUX	12
DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES PRIVÉES ET D'ÉCONOMIE SOCIALE	12
Les services collectifs	13
Les services personnalisés	13
LES CERCLES D'EMPRUNT DE QUÉBEC	14
DÉVELOPPEMENT DU MILIEU	16
Société pour le développement de la rivière Saint-Charles	17
DÉVELOPPEMENT FORMATION-EMPLOI	17
PROJETS DANS LA COLLECTIVITÉ	19
Compagnonnage vers l'emploi	19
Accès Inforoute (phase 2)	20
FONCTIONNEMENT / GESTION INTERNE	22
Communications	22
Prix de revient	23
LES ACTIONS DE LA CDÉC DE QUÉBEC SONT RÉALISÉES EN	
CONCERTATION AVEC LE MILIEU	24
LES ENTREPRISES AVEC LESQUELLES NOUS AVONS COLLABORÉ EN 2001-2002	25
LES ENTREPRISES QUE NOUS AVONS APPUYÉES EN 2001-2002	25
REPRÉSENTATIONS	26
Conseils d'administration	26
Autres	26
QUELQUES DÉCISIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	27
MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION 2001-2002	28
AUTRES COMITÉS	29
L'ÉQUIPE DE LA CDÉC DE QUÉBEC	29
ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 2002	
Rapport des vérificateurs	30
ÉTAT DES RÉSULTATS 2001-2002	
PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2002-2003	31
RAPPORT DU COMITÉ DE SURVEILLANCE	35
ÉLECTION DES MEMBRES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION	
POSTE EN ÉLECTION	36



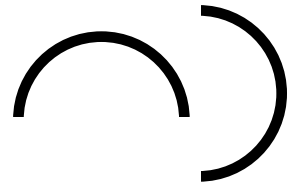


« Le Christ a déjà dit : Il y aura toujours des pauvres parmi vous. Mais le Christ n'a jamais dit qu'il fallait qu'il y en ait autant des pauvres! »

Clément Guimond, coordonnateur général
Caisse d'économie Desjardins des Travailleuses et Travailleurs (Québec)
Conférence Centraide, le 17 avril 2002



MOT DU PRÉSIDENT ET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL



C'est dans les suites de l'Événement Milieu urbain : Milieu humain que s'est amorcée la dernière année. Les bilans et perspectives dégagés par ce carrefour d'idées ont guidé une partie de nos interventions. C'est aussi avec une réorganisation municipale en voie de réalisation que nous avons dû composer. La CDÉC de Québec se devait d'interpeller ses partenaires, ses collaboratrices et collaborateurs et amiEs, mais aussi les personnes d'influence des milieux politique, économique et social.

La démarche lancée dès le départ par le conseil d'administration et exécutée par la direction générale appuyée de l'exécutif, nous a fait rencontrer une centaine de personnes différentes. Nous avons fait découvrir à certaines de ces personnes notre organisme, sa mission et son territoire. Pour d'autres, nous avons précisé ces éléments et notre rôle.

Le nouveau portrait municipal et la position du ministre provincial, délégué à la région concernant les organismes de développement économique, nous a encouragé à poursuivre les rencontres permettant ainsi de positionner la CDÉC de Québec comme un incontournable dans le domaine du développement économique communautaire.

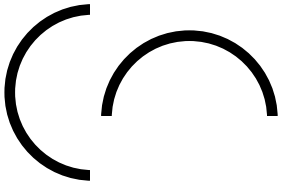
À l'écoute de ses membres et des citoyennes et citoyens qui composent son territoire et à travers des débats démocratiques, la CDÉC de Québec s'est adaptée.

En terminant, nous ne pouvons passer sous silence tout le travail fait par l'équipe de travail de la CDÉC. D'abord tout le personnel qui travaille sans relâche pour porter l'ensemble des projets, mais aussi l'ensemble des bénévoles qui forment le conseil d'administration, le comité exécutif et les différents comités, sans qui la vie démocratique de la CDÉC de Québec ne serait pas possible. Toutes et tous participent au quotidien à la réalisation de notre mission.

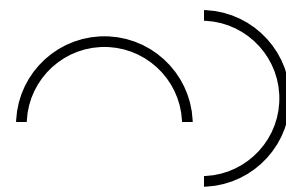
Merci à vous,

Yves Robitaille
Président

Jacques Beudet
Directeur général



ENJEUX À LA CDÉC DE QUÉBEC POUR L'ANNÉE 2002-2003



Cette année, l'agrandissement de notre territoire, l'arrivée de la nouvelle ville, la fusion des quatre Centres locaux de développement (CLD) de la Communauté urbaine de Québec et les études de Arthur Andersen Municonsult et de Johnson et Roy, nous pressent à mieux nous positionner dans l'échiquier du développement économique et à faire connaître davantage notre mission. Pour ce faire, nous avons rencontré plus de soixante-dix décideurEs dans les quinze derniers mois, ce qui a permis, entre autres, d'échanger sur nos activités et orientations. Les liens précieux tissés grâce à ces rencontres nous encouragent à poursuivre ces démarches en 2002-2003.

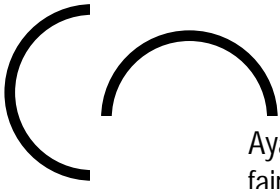
Notre mission a été reformulée, mais demeure essentiellement la même quant à notre préoccupation de répondre aux besoins de la population. Nos services, qui se veulent complémentaires à ceux existants, doivent assurer aux résidentEs et entreprises de notre territoire, de recevoir tous les appuis nécessaires leur permettant de prendre en main leur développement et celui de leur environnement.

Pour notre CDÉC, le développement économique communautaire des quartiers en revitalisation implique la mobilisation des acteurs locaux. C'est à partir de cet énoncé, que nous allons travailler à l'intégration des nouveaux quartiers de notre territoire. Tout ce travail se fera en collaboration avec les forces vives du milieu et du niveau politique, comme tout le travail terrain que nous réalisons depuis huit ans.

La CDÉC de Québec offre depuis six ans le programme des Cercles d'emprunt aux résidentEs de la ville de Québec, afin de les doter d'un outil d'intervention de première ligne complémentaire aux mesures actuelles de démarrage d'entreprises. Depuis ce temps, le problème de financement est omniprésent. Nous travaillons en collaboration avec les membres du Réseau québécois du crédit communautaire pour obtenir une reconnaissance nationale et un financement adéquat et récurrent.

Le logement social restera aussi une priorité dans la prochaine année. Nous trouvons simultanément sur notre territoire une grande concentration de ménages à faible revenu et de logements nécessitant des réparations majeures. Afin de remédier à cette situation, un investissement massif en logement social (coopératives, organismes à but non lucratif et HLM) est un incontournable. Ainsi, la CDÉC incitera la Ville de Québec à privilégier les projets de construction et de recyclage localisés sur son territoire. Dans ce domaine, l'équité envers tous les contribuables passe par un investissement vigoureux dans les quartiers en revitalisation et non par une dispersion des efforts collectifs.

Dans notre volonté d'être proactif auprès des résidentEs, nous désirons, en collaboration avec différents partenaires (entre autres : groupes travail, maisons d'enseignement et Emploi-Québec), participer à la mise sur pied de projets structurants et générateurs d'emplois.



Ayant développé une expertise auprès des industriels du Parc Saint-Malo, nous désirons nous faire connaître dans les autres parcs de notre territoire, afin de leur offrir nos services et les différentes possibilités pouvant davantage les outiller dans le développement de leurs activités.

Deux projets majeurs, Compagnonnage vers l'emploi et Accès Inforoute, répondent à un besoin de la population et des entreprises. Les résultats que nous obtenons depuis deux ans le démontrent très clairement. En collaboration avec nos partenaires, nous ferons les démarches nécessaires pour assurer leurs renouvellements et ainsi maintenir les services et les emplois.

Nous orienterons nos démarches afin de s'assurer auprès de nos partenaires financiers que nous aurons, lors des prochains renouvellements, des ententes de service à long terme, c'est-à-dire sur trois à cinq ans. Ceci nous permettra de travailler de façon beaucoup plus efficace, sans perdre de nombreuses heures dans le renouvellement de nos différentes ententes.

Bref, une année où notre mission (telle qu'adoptée lors de notre assemblée générale extraordinaire du 26 mars dernier) nous guidera dans nos actions avec la même volonté d'assurer notre appui aux résidentEs et aux entreprises de notre territoire d'intervention.

NOS PARTENAIRES PRINCIPAUX

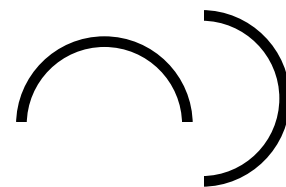
Une particularité du financement de base des Corporations de développement économique communautaire (CDÉC), est qu'il provient en grande partie, d'ententes de service avec Développement économique Canada (DÉC) et des Centres locaux de développement (CLD).

Développement économique Canada (DÉC)

La collaboration entre nos organisations a été très bonne tout au long de l'année. Nous avons participé à une journée d'évaluation-échange avec les autres partenaires (Sociétés d'aide au développement des collectivités et les Centres d'aide à l'entreprise) de DÉC dans les régions 03 et 12.

Il est important, tant pour la CDÉC de Québec que pour le Regroupement des corporations de développement économique communautaire du Québec, que Développement économique Canada continue son implication financière dans le développement local en milieu urbain, comme il s'implique en milieu rural ou semi-urbain avec les Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC). C'est pour cette raison, que le Regroupement demande à DÉC, pour ses membres, l'obtention d'une entente de service de cinq ans assortie de la mise en place d'une méthode d'évaluation annuelle de notre travail terrain qui répondrait aux attentes de chacun.

Centre local de développement (CLD)



Notre entente de service se poursuit jusqu'au 31 décembre 2002. Des pourparlers sont déjà amorcés afin de signer un renouvellement pour une période minimale de trois ans, incluant notre agrandissement de territoire.

Les équipes de travail du CLD Québec-Vanier, du Centre de développement économique et urbain (CDÉU) de la Ville de Québec, du Fonds d'emprunt économique communautaire (Québec) et de la CDÉC de Québec, ont tenu cinq rencontres de formation et de réflexion qui ont permis d'échanger sur leurs pratiques respectives et sur leur travail au quotidien. Quant à eux, les gestionnaires de ces mêmes équipes se sont rencontrés à une dizaine de reprises pour discuter des différents dossiers et s'assurer de ne pas dédoubler le travail auprès de la population et des entreprises.

En début d'année, il y a eu le dépôt de l'Étude portant sur les ententes de service du CLD Québec-Vanier (disponible au : www.clddequebec.com), réalisée par la firme Johnson et Roy. À la suite de ce rapport, treize recommandations aux partenaires ont été faites pour améliorer les services aux résidentEs et entreprises, entre autres maintenir les choix de départ concernant l'organisation et le fonctionnement du CLD Québec-Vanier au moyen d'ententes de service avec le CDÉU, la CDÉC de Québec et le Fonds d'emprunt. Nous travaillons à mettre en application ces recommandations dans l'organisation de notre travail à court et long terme.

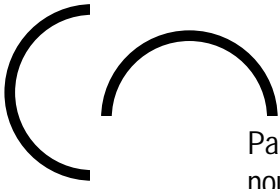
DES PARTENAIRES MAJEURS

Emploi-Québec et son réseau

Au cours de l'année, nous avons collaboré dans plusieurs dossiers avec les gens d'Emploi-Québec, des Centres locaux d'emploi (Quartiers Historiques, Limoilou et Vanier-Des Rivières) et du Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail. Ces appuis nous ont permis de réaliser des projets appréciables pour le milieu, tels : Compagnonnage vers l'emploi, les Cercles d'emprunt de Québec, Accès Inforoute, des projets novateurs, etc.

Comité de liaison, niveau politique

Lors de la rencontre de septembre 2001, nous avons abordé différents sujets, mais particulièrement celui de la renaturalisation de la rivière Saint-Charles. Suite à ces échanges, les éluEs nous ont demandé d'organiser une deuxième rencontre qui présenterait cette fois, le côté technique du projet de la rivière. Cette rencontre a été organisée en collaboration avec les gens du Service de l'environnement de la Ville de Québec.



Par la suite, madame Agnès Maltais, députée de Taschereau et ministre déléguée à l'Emploi, nous a confirmé que cette mise à niveau avait permis de convaincre son gouvernement d'investir les sommes nécessaires pour continuer les travaux de dépollution de la rivière Saint-Charles.

Regroupement des CDÉC du Québec

Nous avons tenu six réunions cette année et un des thèmes abordés fût la reconnaissance des CDÉC au Québec. Nous travaillons également avec le Réseau des SADC et les Centres d'aide à l'entreprise (CAE) afin de se doter d'un plan d'action commun qui touchera notamment à la réalisation de projets, à la formation et aux ententes communes avec DÉC.

Réseau d'investissement social du Québec (RISQ)


L'entente entre la CDÉC de Québec et le RISQ, dans le cadre du volet aide technique pour réaliser une étude de faisabilité ou un plan d'affaires, a permis depuis mai 1999 de soutenir financièrement treize entreprises, dont quatre au cours de l'année 2001-2002 : Centre international de séjour, École de joaillerie, Groupe 3R + et le Regroupement d'éducation populaire et d'action communautaire 03-12.

D'AUTRES PARTENAIRES NATIONAUX

- ▶ Association des CLD du Québec
- ▶ Chantier de l'économie sociale
- ▶ Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire
- ▶ Conseil québécois des ressources humaines en culture

DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES PRIVÉES ET D'ÉCONOMIE SOCIALE

Afin d'assurer une intervention en développement économique ajustée à des réalités locales très spécifiques, nous devons innover, réinventer et créer des modèles d'intervention, tant au sein de l'économie libérale que sociale, afin de mettre en œuvre un milieu de concertation assurant le maintien et la création d'emplois durables et de qualité. La CDÉC de Québec



favorise la saisie des opportunités d'affaires pour les gens du territoire, voit à l'arrimage entre les besoins des entreprises et ceux des résidentEs et cherche à optimiser la situation financière et sociale des entreprises des quartiers et des Parcs industriels.

Ces interventions se réalisent bien sûr, sur notre territoire, mais aussi au sein de quartiers en revitalisation dans la nouvelle ville de Québec : Duberger-Les Saules, Giffard et Saint-Rodrigue, principalement.

Le développement économique des entreprises s'effectue par le biais de plusieurs services, notamment les services collectifs et les services personnalisés.

Les services collectifs

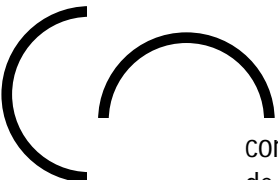
Un exemple de nos façons de faire : Services spécialisés aux commerçants détaillants du grand Limoilou. L'objectif de ce dossier est de rechercher et mettre en œuvre une alternative, afin de desservir une catégorie importante d'entrepreneurEs, peu présente dans l'offre de service en développement économique actuel. En plus de s'adjoindre un partenariat large en ressources humaines et financières, un travail important de mobilisation de la communauté d'affaires et une cueillette d'informations sensibles sur l'activité économique constitue la première étape de ce défi. Des services concrets sont actuellement en cours de réalisation : enquête de provenance, sondage auprès de la population et des commerces, comparaison de l'offre et de la demande, ainsi qu'une programmation de formation. Déjà, cette initiative est porteuse d'avenir, car elle teintera le mode d'intervention auprès des artères commerciales de la ville nouvelle.

Les services personnalisés

Un de nos rôles consiste à travailler en concertation avec les directions et les conseils d'administration des entreprises de toutes natures juridiques incluant, bien sûr, les travailleuses et travailleurs autonomes. Nous identifions les besoins des clientEs et servons de guide dans l'étude de marché, l'élaboration du plan marketing et opérationnel, le budget de trésorerie, les états financiers prévisionnels, le coût du projet, etc. Les services visent à maximiser la gestion en général et à améliorer la qualité de vie au travail. Des outils de gestion et des séances d'information sont alors offerts aux dirigeantEs afin d'améliorer la prise de décision.

Les nombreuses interventions de la CDÉC ont porté fruit, puisqu'elles ont contribué à la réalisation de projets structurants, à consolider des emplois et à permettre aux gens d'affaires de se mobiliser.

D'ailleurs, depuis le mois de décembre 2001, afin de favoriser le maillage entre les commerçants des trois quartiers de Limoilou et de Giffard, nous avons organisé des déjeuners-rencontres avec les éluEs et des rencontres d'orientation. Plus de soixante-dix personnes (près de trente commerçants, dont un représentant de trente-cinq commerces) ont participé à ces ren-



contres. À la suite de notre initiative, les commerçants se sont mobilisés autour des questions de revitalisation et de relance des artères commerciales. Nous travaillons ensemble à mieux connaître les forces et éléments à améliorer afin de se doter collectivement d'une vision de développement. À cet égard, monsieur Robert Chamberland du restaurant Le Maizerets, nous signifiait que cette initiative est à l'origine de la démarche la plus structurante des dernières années.



Également, un des projets d'économie sociale auquel la CDÉC de Québec a largement contribué consiste en la relocalisation de trois écoles-ateliers dans un véritable lieu de création et de vie : la Maison des métiers d'art de Québec dans le quartier Saint-Roch. Les chargéEs de cours sont des artistes et artisanEs professionnels actifs dans leur discipline et reconnus par leurs pairs. L'ensemble des emplois générés représente un effectif de soixante-sept personnes. Elle accueille au-delà de trois cents usagers; étudiantEs, artisanEs professionnels et des personnes qui pratiquent leur discipline en sculpture, céramique, textile, calligraphie et reliure. Premier regroupement parmi le réseau des douze écoles-ateliers du Québec, la Maison des métiers d'art n'a cessé de progresser, contribuant activement, en 2001-2002, à l'élaboration d'une stratégie de développement des métiers d'art et à la mise en place d'un centre de diffusion Materia. De plus, la CDÉC de Québec a participé au processus de fusion des trois écoles-ateliers (céramique, textile et sculpture). La Maison des métiers d'art s'est vue décerner le prix SODEC de l'entreprise culturelle en 2002.

En ce qui concerne les services personnalisés de la CDÉC, plus de deux cents rencontres avec des comités de gestion, conseils d'administration, dirigeantEs d'entreprises, consultantEs et bailleurs de fonds, ont contribué à maintenir et à consolider plus de quatre-vingt-dix emplois à temps plein et trente-cinq à temps partiel. Également, environ cent cinquante demandes téléphoniques ont été dirigées vers la bonne ressource dans le milieu.

LES CERCLES D'EMPRUNT DE QUÉBEC

L'objectif général des Cercles d'emprunt est de doter les résidentEs de la ville de Québec d'un outil d'intervention de première ligne complémentaire aux mesures actuelles de démarrage d'entreprises. La récente fusion des villes nous a amené à proposer le service des Cercles à travers toute la nouvelle ville de Québec, en conservant nos critères d'admissibilité, soit : avoir une idée d'entreprise, être à revenu précaire et ne pas avoir accès au crédit conventionnel.

Ces critères ont été mis en place afin de favoriser une clientèle ayant peu ou pas de possibilité de mise de fonds personnelle dans leur projet. Ainsi, on peut constater que 74 % de la clien-

tèle des Cercles d'emprunt reçoit des prestations de l'Assistance-emploi (aide sociale) et la majorité des personnes sont exclues du marché du travail depuis au moins cinq ans.

Pour répondre aux demandes de plus en plus nombreuses, les formules Cercles d'emprunt et Fonds d'emprunt s'implantent tranquillement au Québec et se sont regroupées sous l'appellation : Réseau québécois du crédit communautaire. Celui-ci a pour objectifs de favoriser la reconnaissance des initiatives de crédit communautaire, de procéder à des recherches de financement pour l'accompagnement et le soutien des entrepreneurEs et de se doter d'outils d'évaluation des impacts du crédit communautaire au Québec.



Les Cercles offrent des activités de formation, d'encadrement et de financement et ce, depuis janvier 1996. La démarche dans les Cercles doit permettre la réalisation du plan d'affaires, outil essentiel à l'obtention d'un prêt. À ce jour, nous avons favorisé directement la création de vingt-huit nouveaux emplois. Ces entreprises ont démarré grâce à l'émission de petits prêts consentis par le Fonds d'emprunt économique communautaire (Québec), après l'approbation unanime du Cercle. Le taux de remboursement des prêts étant excellent, nous n'avons eu recours au capital de solidarité (fonds créé par les emprunteurEs) qu'à une seule reprise. De plus, au moins dix micro-entreprises développées dans les Cercles d'emprunt ont pu réintégrer le marché traditionnel de financement (prêts auprès d'institutions financières, accès à des programmes gouvernementaux, etc.). Le secteur des arts est très présent dans les Cercles d'emprunt.

Depuis le tout début, une centaine de personnes ont accepté de s'inscrire activement dans une démarche de remise en action.

PERSONNES EN DÉMARCHE DE REMISE EN ACTION

	Femmes	Hommes	Total
Entreprises en opération	18	10	28
Entreprises en prédémarrage	6	4	10
Personnes ayant opté pour un retour aux études	0	4	4
Personnes ayant opté pour un processus d'orientation	6	7	13
Personnes ayant obtenu un emploi	7	13	20
Personnes n'ayant pas complété leur démarche : problèmes personnels, de santé ou autres			20

Total des prêts et garanties émis depuis 1996 : 44 pour un investissement total de 49 444 \$

Au 31 mars 2002, il y avait 23 personnes en cheminement dans les Cercles d'emprunt

Notre Cercle d'emprunt nous a permis de matérialiser nos idées par la solidarité, la collaboration et le soutien. Au Cercle, il n'y a pas de trop petits projets; nous formons un réseau où chacun trouve une réponse à ses besoins.

Le Cercle : Les mardis créatifs

Par l'entremise des Cercles d'emprunt et de la CDÉC, j'ai pu vérifier et valider mon projet. Si je persévère depuis trois ans, c'est que je ne suis pas seule à y croire. On m'y a donné les moyens, le support technique et moral pour me permettre d'évoluer et progresser dans ma démarche.

Carole Dorais, La Vitrais

DÉVELOPPEMENT DU MILIEU

La CDÉC de Québec préconise une approche de développement qui intègre les dimensions économique, sociale et culturelle, avec l'objectif de créer un environnement de vie durable adapté aux besoins des résidentEs. Animée de cette vision, la CDÉC de Québec s'engage activement à la valorisation du milieu, notamment dans le domaine de l'habitation, la concertation des acteurs locaux, la diffusion d'informations sur les sources de financement et l'accompagnement de projets d'économie sociale et communautaire.

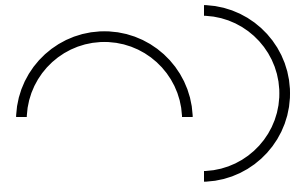
Par son Comité habitation et qualité de vie urbaine et la coordination de la Coalition habitation ville nouvelle, regroupant vingt membres, la CDÉC a contribué à l'avancement du logement social, notamment en sensibilisant le caucus ministériel de la région de Québec à l'importance du logement social dans une stratégie de revitalisation.

La CDÉC participe activement à la promotion de l'économie sociale. Soulignons que notre participation aux travaux du Conseil régional de l'économie sociale a contribué à la réalisation d'un guide de promotion et de démarrage destiné aux promoteurEs de projets en économie sociale.

PROMOTION DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

	Nombre
Organismes et promoteurEs aux séances d'information sur les sources de financement privées et gouvernementales	200
Projets en accompagnement	19
Rencontres individuelles d'orientation	23
Mise sur pied d'une série de dîners-conférences sur le développement économique communautaire qui ont rassemblé 250 personnes	3

Société pour le développement de la rivière Saint-Charles



Au cœur de la ville nouvelle, la rivière Saint-Charles est une richesse extraordinaire pour la région. La CDÉC l'a tout de suite vue et a mobilisé, en juin 2000, une quinzaine de personnes pour partager leurs rêves sur les potentialités de développement socio-économique local offertes par notre belle rivière. De cette réflexion avec les partenaires du milieu, une entreprise d'économie sociale a vu le jour : La Société pour le développement de la rivière Saint-Charles.



La Société, c'est une jeune équipe dynamique de trois personnes qui développe entre autres, des activités récréatives et touristiques comme le Centre d'interprétation de la rivière Saint-Charles, situé à la Marina Saint-Roch. Tout ça avec l'énergie créatrice d'une vingtaine de jeunes adultes engagés dans la mission, via deux projets Service jeunesse Canada. Finalement, par l'action mobilisatrice de la CDÉC et grâce à l'implication d'une dizaine de partenaires, c'est un chiffre d'affaires de plus de 300 000 \$ que la Société a généré à ce jour. Plusieurs des 70 000 personnes qui ont visité le site des sports d'hiver de la Pointe-aux-Lièvres, ont pu bénéficier

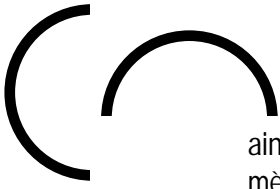
gratuitement des événements spéciaux organisés par la Société dans le cadre de son entente avec la Ville de Québec.

DÉVELOPPEMENT FORMATION-EMPLOI

Afin de favoriser l'arrimage entre les besoins des entreprises et la demande d'emplois des résidentEs, la CDÉC agit en étroite collaboration avec les partenaires du milieu pour aider concrètement les personnes sans emploi du territoire à développer leurs compétences générales et spécifiques pour augmenter leur possibilité d'emploi. L'accompagnement terrain de nombreux projets novateurs stimule les possibilités de création d'emplois et offrent des opportunités d'intégration socioprofessionnelle pour nos résidentEs.

La CDÉC de Québec anime de nombreux comités et y participe activement avec ses partenaires, notamment avec les membres du collège Intégration travail regroupant dix-neuf ressources externes en employabilité. Également, nous participons avec douze partenaires à la mission de la table du Centre Vaniérois de l'emploi.

Selon les dossiers, nous travaillons en étroite collaboration avec le groupe promoteur à élaborer des dossiers pour des demandes de financement, à mobiliser le réseau des partenaires,



ainsi qu'à favoriser les maillages créateurs entre les personnes et les idées qui mènent à des projets novateurs pour les résidentEs du territoire.

Réseautage, concertation, partenariat sont des clés essentielles pour ouvrir les portes du développement durable de notre territoire.

CONCERTATION DU SECTEUR FORMATION-EMPLOI

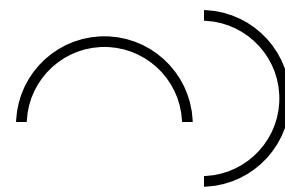
	Nombre
Rencontres	60
Projets (en intégration socioprofessionnelle qui ont généré plus de 650 000 \$ de projets pour le milieu)	10
Aide directe aux personnes à se mettre en action et trouver leur place dans l'économie	100

Par ailleurs, ces clés ont permis de créer la Table de concertation du Centre Vanierois de l'emploi en 1999. La CDÉC est engagée depuis le tout début avec douze organismes du milieu à multiplier les initiatives favorisant l'intégration au travail de résidentEs de Vanier très éloignés du marché du travail.

Depuis la journée « Vanier vers l'emploi » en 1999, plus de soixante-dix jeunes, principalement de Vanier, ont eu l'opportunité de vivre une expérience de travail, un stage ou une expérience communautaire leur permettant de se remettre en action ou d'intégrer le marché du travail via les programmes Service jeunesse Canada, Jeunes stagiaires Canada et le Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail.

La structure légère de cette Table et le dynamisme de ses acteurs lui permettent de s'ajuster constamment aux besoins des clientèles desservies. Notamment, elle s'est employée, dès novembre 2001, à élargir son intervention aux quartiers Duberger-Les Saules et à la partie sud de Lebourgneuf, afin de s'ajuster au nouveau territoire de l'arrondissement deux.

PROJETS DANS LA COLLECTIVITÉ



Compagnonnage vers l'emploi

Dans la foulée de l'Enquête conscientisante, Compagnonnage vers l'emploi est un lieu novateur voulant favoriser l'intégration au marché du travail des résidentEs du territoire dont l'exclusion de l'activité économique varie entre 3 et 22 ans.

Compagnonnage offre aux individus désireux d'intégrer le marché du travail de façon permanente, la possibilité d'obtenir un emploi durable en mettant à profit des outils, des techniques et un encadrement soutenu par des ressources professionnelles (compagnon dans l'entreprise, suivi en emploi et soutien psychosocial).

Le projet, d'une durée de 49 semaines, est issu d'un partenariat entre la Chambre de commerce et d'industrie du Québec métropolitain, le Centre Louis-Jolliet, l'Atelier de préparation à l'emploi, l'Armée du Salut et la CDÉC de Québec. Il offre une formation de 40 semaines en entreprise avec, en préalable, 9 semaines d'ateliers de connaissance de soi, d'orientation et de recherche d'emploi. Les emplois recherchés sont de type semi-spécialisé et doivent offrir une base salariale de 8,30 \$/heure.

STATISTIQUES DU PROJET COMPAGNONNAGE VERS L'EMPLOI

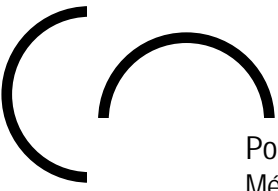
Personnes (en moyenne 7 ans d'exclusion de l'activité économique)	Phase I 1999/2000	Phase II* 2001
En emploi	44 %	65 %
Un retour aux études	8 %	
En démarche de création d'entreprise	4 %	
N'ayant pas complété leur démarche : problèmes personnels, de santé ou autres	44 %	21 %
En recherche d'emploi		14 %

Phase I : Intégration en emploi de 26 personnes

Phase II* : Un premier groupe de 14 personnes présentement actives sur le marché du travail

Phase II** : Le deuxième groupe a complété sa période de formation qui a débuté le 11 février 2002 et les 13 personnes sont présentement en période de recherche d'emploi

Les résultats sont très satisfaisants, compte tenu du profil de la clientèle.



Pour Marc Bilodeau : « Depuis deux ans, je suis à l'emploi de la Corporation des systèmes Méta 4 inc. J'occupe un poste de responsable aux pièces. Je suis toujours fier de mon emploi et j'avoue que c'est grâce à ma participation au projet Compagnonnage vers l'emploi que je peux maintenant voir l'avenir d'un tout autre œil et enfin pouvoir faire des projets de vie. »

Pour monsieur Paul Kervarec, directeur de service chez la Corporation des systèmes Méta 4 à Québec, l'aide salariale obtenue par le projet Compagnonnage vers l'emploi fut pour l'entreprise un généreux apport dans l'intégration d'un nouvel employé au sein de l'organisation. Il ajoute également qu'il n'hésitera pas à recourir à nos services pour l'embauche de d'autres employés.



Accès Inforoute (phase 2)

En partenariat avec Communautique (organisme visant l'appropriation sociale et démocratique des technologies de l'information), la CDÉC coordonne à Québec le programme Accès Inforoute qui vise à permettre aux groupes communautaires et aux résidantEs, particulièrement des quartiers en revitalisation, de s'approprier les technologies de l'information et de la communication (TIC) et de prendre leur place sur les inforoutes. Ce projet se déploie à l'échelle du Québec.

Par l'implantation de 5 points d'accès sur le territoire de la CDÉC, le projet offre à des groupes communautaires bien enracinés dans leur milieu, l'opportunité de développer leur parc informatique. Nous rejoignons ainsi les citoyennes et citoyens potentiellement exclus de l'inforoute en leur rendant accessibles et compréhensibles les outils informatiques par le moyen de formations gratuites d'initiation à Internet.

Les périodes de formation sont d'une durée de trois heures, pendant lesquelles l'animatrice/teur jumelle 2 participantEs de même niveau. À la fin de la série de trois ou quatre ateliers de formation, la ou le participantE aura découvert les bases de la navigation sur Internet, les principes de la recherche d'information, ainsi que le courrier électronique.

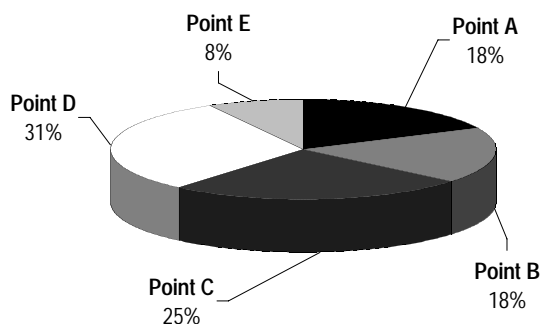
Au cours de l'année 2001-2002, l'animation des points d'accès a été assurée par quatre animatrices/teurs et a nécessité un investissement direct de 163 467 \$.

Les résultats sont à deux niveaux : d'abord pour les groupes locaux eux-mêmes, le projet a permis un réseautage et contribué à une hausse de l'achalandage. Ainsi, beaucoup de personnes ont découvert la ressource communautaire locale par le biais de leur participation au projet.

Par ailleurs, pour les participantEs, le projet a permis à certaines personnes en quête d'un emploi, de découvrir les ressources informatisées relatives à l'emploi. Des personnes en situation de précarité, incluant de nombreuses personnes retraitées, ont acquis des moyens pour sortir de leur isolement. Parmi celles-ci, une vaste majorité était des femmes.

Les quelques 1 000 participations aux ateliers durant les huit derniers mois se partagent en fonction des cinq points d'accès locaux :

DÉCOMPTÉ DES PRÉSENCES POUR CHAQUE POINT D'ACCÈS EN POURCENTAGE DU TOTAL



LÉGENDE

- Point A :** Comité des citoyens et citoyennes du quartier Saint-Sauveur et l'Association pour la défense des droits sociaux du Québec métropolitain
 - Point B :** Centre R.I.R.E. 2000 (Patro Roc-Amadour)
 - Point C :** Ruche Vanier et Ressources Parents Vanier
 - Point D :** Centre Mgr Marcoux
 - Point E :** Bibliothèques Jean-Baptiste-Duburger et Les Saules
- * Projet pilote CLE Vanier-Des Rivières

Témoignages

Une femme d'affaires de Vanier lors de la conférence de presse du lancement du projet : « De plus en plus mes clientEs voulaient m'envoyer des commandes par courriel. J'ai suivi la formation « Accès Inforoute » et maintenant j'utilise le courriel dans la gestion de mon entreprise ».

Ghislaine Durand - Traiteur Buffet Plus

Un groupe d'accueil : « Le projet Accès Inforoute s'insère bien dans l'éventail des services offerts à La Ruche. Il a rendu accessible l'apprentissage de l'Internet à toute la population du quartier et a permis à La Ruche de rejoindre de nouvelles familles ».

La Ruche Vanier

Une participante : « J'apprécie grandement avoir la possibilité de m'inscrire à un cours semblable. Il est toujours agréable d'en apprendre davantage avec les ordinateurs, surtout avec l'Internet car c'est l'avenir. De plus, l'animateur répond à mes attentes ».

Point d'accès au Patro Roc-Amadour

Notre membership a atteint cette année son niveau le plus élevé depuis notre fondation avec plus de 230 membres.

Le conseil d'administration s'est réuni à neuf reprises. Le comité exécutif a, quant à lui, tenu huit réunions et une quarantaine de rencontres dans le cadre de la réorganisation municipale avec les décideurEs de la région.

Plus de 175 personnes ont assisté à l'assemblée générale annuelle de juin 2001 et visité le mini-salon des entreprises.

Dans le cadre d'un Intercongrès, tenu en février 2002, nous avons échangé avec nos 115 membres et partenaires présents, sur des propositions touchant l'agrandissement de notre territoire, notre changement de nom et une nouvelle formulation de notre mission. Ces propositions étaient l'aboutissement du cheminement réalisé par le conseil d'administration depuis septembre 2000, dans le cadre du projet de loi 170, loi portant sur la réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais.

Nous avons tenu une assemblée générale extraordinaire, le 26 mars, pour adopter ces propositions et nos nouveaux règlements de régie interne.

Il est important pour nous de profiter des liens étroits entre le conseil d'administration, les comités et l'équipe de travail. Pour ce faire, nous organisons annuellement une journée commune de formation, qui permet également de créer une synergie entre les personnes présentes. C'est dans cet esprit que nous avons organisé cette activité, portant sur la stratégie de lutte à la pauvreté du gouvernement du Québec et sur la réorganisation municipale.

Communications

Cette année, la CDÉC de Québec s'est dotée d'un plan de communication pour l'année 2001-2002 dont l'axe premier est d'obtenir une bonne visibilité auprès du grand public. Pour ce faire, l'accent a été mis sur une meilleure connaissance des médias de la région et l'échange d'informations avec les journalistes. Ces collaborations ont contribué à la parution de trente et un articles dans les médias écrits de Québec, ainsi qu'une douzaine d'entrevues radiophoniques.

De plus, les médias électroniques et écrits ont été utilisés afin de publiciser nos services. Un plus grand nombre d'individus et d'entreprises ont donc pu être rejoints et peuvent maintenant nous identifier plus facilement comme ressource potentielle dans leurs démarches. Aussi, deux

conférences de presse ont été organisées afin de lancer des projets et en augmenter le rayonnement.

Afin de faire circuler l'information dans notre réseau, nous avons accentué la visibilité de l'Info CDÉC de Québec, un bulletin bi-hebdomadaire de petites nouvelles, diffuseur d'informations sur les initiatives et activités du milieu, les offres d'emplois, les programmes, les nouveaux entrepreneurEs que nous accompagnons et les adresses de sites Internet qui peuvent intéresser nos membres et collaboratrices/teurs. Ce bulletin est distribué à plus de 800 organismes, entreprises et individus.



Prix de revient

La CDÉC de Québec s'est dotée d'un outil de gestion fort utile pour la prise de décision : le prix de revient. Cet outil sert entre autres, à mieux évaluer le coût réel des services offerts, les coûts inhérents au développement de nouveaux services, ainsi que les impacts économiques de diversification de nos activités.

LES ACTIONS DE LA CDÉC DE QUÉBEC SONT RÉALISÉES EN CONCERTATION AVEC LE MILIEU

SECTEUR D'ACTIVITÉ

Artistique/culturel _____18
Commerce de détail _____7
Commerce en gros _____1
Service aux entreprises ____3
Service aux personnes ____8
Manufacturier _____4
Touristique _____3

EMPLOI

Femmes _____259
Hommes _____146

Nbr. d'emplois créés _____54
Nbr. d'emplois maintenus ____334
Nbr. en développement ____17

Potentiel _____105

SITUATION GÉOGRAPHIQUE

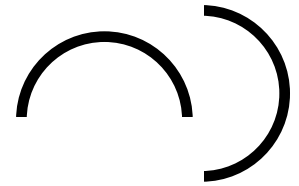
Vanier _____3
St-Roch/St-Sauveur _____24
Vieux-Limoilou/Lairet/Maizerets ____9
St-Jean-Baptiste _____3
Autres quartiers de Québec ____8

TYPE

Entreprise à but non lucratif ____22
Coopérative _____2
Entreprise à but lucratif ____20

BÉNÉVOLAT

Nbr d'heures _____1 081



LES ENTREPRISES AVEC LESQUELLES NOUS AVONS COLLABORÉ EN 2001-2002

- ▶ Accès Entreprise
- ▶ Administration portuaire de Québec
- ▶ Atelier de préparation à l'emploi
- ▶ Atelier Suzanne Gabrielle
- ▶ Ateliers d'exploration de créativité multiple
- ▶ Atout-Lire/Atout-Faire
- ▶ Auberge 3 étoiles
- ▶ Audrey Gagnon
- ▶ Banane Souriante
- ▶ Benoît Carrier Dessin Industriel
- ▶ Bouquinerie Trait d'Union
- ▶ Café rencontre la Grenouille
- ▶ Carolimagine
- ▶ Carrefour Jeunesse-Emploi de la Capitale Nationale
- ▶ Centre de ressources en création d'entreprises collectives
- ▶ Centre international de séjour de Québec
- ▶ Centre Jacques-Cartier
- ▶ Centre R.I.R.E 2000
- ▶ Centre Vaniérois de l'emploi
- ▶ Chamann photo
- ▶ CKIA FM 96,1 Radio Basse-Ville
- ▶ CKRL MF 89,1
- ▶ Comité d'action des personnes vivant avec des situations de handicaps
- ▶ Confection Haut de gamme Industrielle de Québec, Coopérative de Solidarité
- ▶ Coopérative des Horticulteurs de Québec
- ▶ Coopérative Au Royaume de la Tarte
- ▶ Coopérative UNISOFT
- ▶ Denis Collin
- ▶ Détail Formation
- ▶ Développement de Mazonod
- ▶ École de Cirque de Québec
- ▶ École de musique Arquemuse
- ▶ École de Joaillerie de Québec
- ▶ Écussons Exclusifs
- ▶ Enfance à petit pas
- ▶ Épicerie J.A. Moisan
- ▶ Fédération régionale des OSBL en habitation de Québec Chaudière-Appalaches
- ▶ Ferme S.M.A.
- ▶ Frédérick Meilleur
- ▶ Galeries Ste-Anne
- ▶ Groupe 3R +
- ▶ Groupe Sismique
- ▶ Habitations Partagées de Québec
- ▶ Handi-A
- ▶ Hélène Paradis
- ▶ Il était une fois...
- ▶ Ivo Munoz
- ▶ Joujouthèque/Joujouterie
- ▶ La Commode
- ▶ La Compagnie des Six-Associés
- ▶ La Vitrais
- ▶ L'Araignée
- ▶ L'Auberge l'Autre Jardin
- ▶ L'Autre Caserne
- ▶ Les Promotions de la Coterie
- ▶ Marie Dallaire
- ▶ Nikita Création
- ▶ Option Métal Recyclé
- ▶ Petit Caprice
- ▶ Plate-forme CPT
- ▶ Radio Port D'Attache
- ▶ Récupération de matériaux de construction de la Capitale Nationale
- ▶ Regroupement d'éducation populaire et d'action communautaire 03-12
- ▶ Regroupement des entreprises du Parc industriel Saint-Malo
- ▶ Service d'entraide Basse-Ville
- ▶ Services spécialisés aux commerçants détaillants de Limoilou
- ▶ Société Acheteuse Accession Maison
- ▶ Société pour le développement de la rivière Saint-Charles
- ▶ Stéphanie Lemelin Joaillière
- ▶ Tam Tam Café

LES ENTREPRISES QUE NOUS AVONS APPUYÉES EN 2001-2002

- ▶ Atout-Lire
- ▶ Carrefour Jeunesse-Emploi de la Capitale Nationale
- ▶ Centre de ressources en création d'entreprises collectives
- ▶ Fonds d'emprunt économique communautaire (Québec)
- ▶ Institut canadien d'éducation aux adultes
- ▶ Les Aspirants Travailleurs(es)
- ▶ Maison du commerce de Limoilou
- ▶ Organismes d'intégration travail
- ▶ Recyclage Vanier
- ▶ Regroupement d'éducation populaire et d'action communautaire 03-12
- ▶ Table de concertation régionale des Écoles-Ateliers en métiers d'art
- ▶ Un Toit en réserve

Voici les comités et les organismes auxquels des personnes représentantes de la CDÉC de Québec sont associées ou ont été associées :

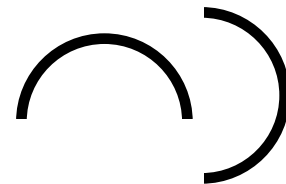
Conseils d'administration

- ▶ Carrefour Jeunesse-Emploi de la Capitale Nationale
 - ▶▶ François Trudel, administrateur
- ▶ Centre local de développement de Québec
 - ▶▶ Jacques Beaudet, observateur
- ▶ Centre de ressources en création d'entreprises collectives
 - ▶▶ André Paquet, administrateur
- ▶ Communautique
 - ▶▶ François Trudel, administrateur
- ▶ Comptoir communautaire St-Joseph
 - ▶▶ François Trudel, observateur
- ▶ Confection Haut de gamme Industrielle de Québec, Coopérative de Solidarité
 - ▶▶ Sylvie Fontaine, observatrice
- ▶ Développement de Mazonod
 - ▶▶ Bernard Mercier, observateur
- ▶ Fonds d'emprunt économique communautaire (Québec)
 - ▶▶ Robert Giguère, trésorier
- ▶ Fonds d'investissement et de développement de l'emploi dans les quartiers centraux de Québec
 - ▶▶ Jacques Beaudet, secrétaire
- ▶ L'Auberge L'Autre Jardin
 - ▶▶ Sylvie Fontaine, observatrice
- ▶ Les Promotions de la Coterie
 - ▶▶ Sylvie Fontaine, observatrice
- ▶ Maison de la Coopération et de l'économie solidaire de Québec
 - ▶▶ Colombe Massicotte, vice-présidente (jusqu'en décembre 2001)
- ▶ Récupération de matériaux de construction de la Capitale Nationale
 - ▶▶ Bernard Mercier, observateur
- ▶ Société pour le développement de la rivière Saint-Charles
 - ▶▶ Bernard Mercier, observateur
- ▶ Stratégie Contact
 - ▶▶ Jacques Beaudet, vice-président
 - ▶▶ André Paquet, administrateur

Autres

- ▶ Centraide Québec
 - ▶▶ Jacques Beaudet, Comité 211
- ▶ Centre de ressources en création d'entreprises collectives
 - ▶▶ Colombe Massicotte, Comité aviseur
- ▶ Centre local de développement de Québec
 - ▶▶ Bernard Mercier, Comité aviseur action 1
 - ▶▶ Sylvie Fontaine, Comité d'évaluation pour la mesure Soutien au travail autonome
- ▶ Centre Vaniérois pour l'emploi
 - ▶▶ Bernard Mercier, Table de concertation
- ▶ Communautique
 - ▶▶ François Trudel, comité de coordination
- ▶ Comité Femmes Centre-Ville
 - ▶▶ Chantale Laplante
- ▶ Comité Rebâtir la rue St-Joseph
 - ▶▶ Jacques Beaudet
- ▶ Comité régional d'économie sociale (rattaché au CRCDO)
 - ▶▶ François Trudel
- ▶ Concertation Recyclage Québec
 - ▶▶ François Trudel
- ▶ Coopérative Au Royaume de la Tarte
 - ▶▶ Sylvie Fontaine, Comité de gestion
- ▶ Fonds d'emprunt économique communautaire (Québec)
 - ▶▶ Colombe Massicotte, Comité stratégie
- ▶ Plate-Forme CPT
 - ▶▶ Bernard Mercier, Comité des partenaires (diagnostique insertion)
- ▶ Processus global d'accompagnement (une des suites de l'Enquête conscientisante)
 - ▶▶ Bernard Mercier, Comité de suivi
- ▶ Regroupement des CDÉC du Québec
 - ▶▶ Jacques Beaudet, Table des directions générales
- ▶ Réseaux Culture
 - ▶▶ Jacques Beaudet, Table de concertation
- ▶ Réseau québécois du crédit communautaire
 - ▶▶ Colombe Massicotte
- ▶ Rivière St-Charles (Ville de Québec)
 - ▶▶ François Trudel, Comité de suivi
 - ▶▶ Nicol Tremblay, Comité de promotion
- ▶ Table de l'approvisionnement (GRAPPE)
 - ▶▶ Guylaine Mongrain

QUELQUES DÉCISIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



1^{ER} avril 2001 au 31 mars 2002

LE 16 MAI 2001

Demeurer une Corporation de développement économique communautaire et qu'une de nos priorités d'action soit la revitalisation des quartiers centraux de la ville nouvelle. De plus, si nous avons les ressources nécessaires, voir à la possibilité de couvrir d'autres îlots en dévitalisation.

Les Cercles d'emprunt de Québec offriront leurs services sur tout le territoire de la ville nouvelle, en gardant les mêmes critères d'acceptation.

LE 20 JUIN 2001

Les Cercles d'emprunt de Québec s'associeront à la demande de financement au Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail niveau national, fait par le Réseau québécois du crédit communautaire.

Formation d'un comité en vue de réviser notre régie interne.

LE 12 SEPTEMBRE 2001

Prolonger d'une année les orientations stratégiques 1998-2001.

LE 10 OCTOBRE 2001

Mise sur pied d'un comité de travail pour l'extension éventuelle de nos activités ou services à d'autres îlots en dévitalisation.

LE 21 NOVEMBRE 2001

Maintien de notre rôle et de notre participation au sein de la Coalition Habitation Ville Nouvelle, tout en continuant à promouvoir le développement de logements sociaux sur notre territoire.

LE 12 DÉCEMBRE 2001

Dans la mesure des ressources financières disponibles, nous nous engageons à desservir, en plus de son territoire actuel, les quartiers Lairret et Maizerets en entier, Saint-Rodrigue, Giffard et Duberger-Les Saules et que la nouvelle dénomination du CRÉECO soit la CDÉC de Québec.

LE 13 FÉVRIER 2002

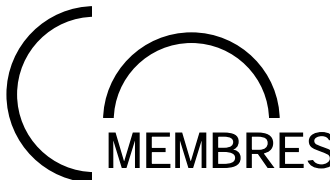
Lettre à monsieur Claude Larose, conseiller et responsable du développement économique, ainsi qu'à monsieur Ralph Mercier, chef de l'opposition par intérim à la Ville de Québec, demandant un investissement massif en logement social et à ne pas favoriser la formule des suppléments aux logements privés.

LE 5 MARS 2002

Adoption de la nouvelle régie interne de la CDÉC de Québec et de la nouvelle mission pour présentation à l'assemblée générale extraordinaire du 26 mars 2002.

LE 26 MARS 2002

Adoption du rapport d'activité 2001-2002.



MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION 2001-2002

Collège entreprise privée

- ▶ Gervais Bélanger
Association des gens d'affaires de Saint-Vallier Ouest
- ▶ Yoland Bouchard
La Conserverie du quartier
- ▶ **Administrateur exécutif**
- ▶ Daniel Gagnon
Cours de lecture rapide

Collège syndical

- ▶ Denis Courteau
Conseil des travailleurs et travailleuses du Québec
- ▶ **Président**
- ▶ Yves Robitaille
Conseil central Québec Chaudière-Appalaches
- ▶ Un poste à combler

Collège intégration au travail

- ▶ France Baillargeon
Équitravail
- ▶ France Lantagne
Les Aspirants travailleurs (Es)

Collège individuel

- ▶ **Trésorier**
- ▶ Jacques Vandal

Collège communautaire

- ▶ Gérard Coulombe
Mouvement des travailleurs chrétiens
- ▶ Nicole Landry
Lis-moi tout Limoilou
- ▶ Nicol Tremblay
Comité des citoyens et citoyennes du quartier
Saint-Sauveur

Collège entreprise coopérative ou organisme à but non lucratif

- ▶ **Vice-Présidente**
- ▶ Micheline Boucher
École de joaillerie de Québec
- ▶ **Secrétaire**
- ▶ André Paquet
Coopérative de développement régional Québec
Chaudière-Appalaches

Collège institutionnel

- ▶ Ginette Buis-Olivier
CLSC-CHSLD Haute-Ville-Des Rivières

Postes cooptés

- ▶ Diane Bergeron
Petit caprice
- ▶ Armand St-Laurent
Action-habitation de Québec

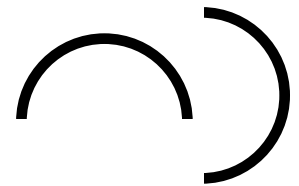
Nous voulons remercier les personnes qui ont quitté en cours de mandat :

- ▶ Michèle April, Centre Louis-Jolliet
- ▶ Sylvain Caron, Les Aspirants travailleurs (Es)
- ▶ Bernard Couture, Centre de formation à l'emploi Portage-Québec
- ▶ Claire Picard, Syndicat des professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec

Observatrices et observateurs

- ▶ Patricia Bujold
Développement des ressources humaines Canada
- ▶ Jacques Fiset
Centre local de développement de Québec
- ▶ Michel Lambert
Bureau de la Capitale Nationale
- ▶ Ginette Moisan
Centre local d'emploi des Quartiers Historiques
- ▶ Pierre Perry
Développement économique Canada

AUTRES COMITÉS



Membres du comité de surveillance

- ▶ Mario Côté
Patro Roc-Amadour
- ▶ Gilles E. Raymond
Caisse populaire Desjardins de Limoilou
- ▶ Marlène Tremblay
Membre individuel

Membres du comité d'appui des Cercles d'emprunt de Québec

- ▶ Marc De Koninck
CLSC-CHSLD Basse-Ville-Limoilou-Vanier
- ▶ Guylaine Mongrain
CDÉC de Québec
- ▶ Nathalie Ouellet
Caisse d'économie Desjardins des travailleuses et travailleurs (Québec)
- ▶ Fernand Richard
Membre individuel
- ▶ Lison Tremblay
Centre résidentiel et communautaire Jacques-Cartier

Comité habitation et qualité de vie urbaine

- ▶ Action-Habitation de Québec
- ▶ CDÉC de Québec
- ▶ CLSC-CHSLD Basse-Ville-Limoilou-Vanier
- ▶ Comité des citoyens et citoyennes du quartier Saint-Sauveur
- ▶ Comité populaire Saint-Jean-Baptiste
- ▶ Conseil de quartier Saint-Roch
- ▶ Coopérative d'habitation l'Archange
- ▶ Fédération régionale des coopératives d'habitation de Québec
- ▶ La ruche Vanier
- ▶ Le Comité d'action des personnes vivant des situations de handicap
- ▶ Société de services d'aide aux coopératives
- ▶ Vivre en ville

L'ÉQUIPE DE LA CDÉC DE QUÉBEC

Administration

- ▶ Jacques Beudet, directeur général
- ▶ Chantal St-Pierre, adjointe administrative
- ▶ Chantale Laplante, secrétaire
- ▶ Pauline Mercier, secrétaire-réceptionniste et technicienne en multimédia

AgentEs de développement

- ▶ Roger Beaudoin, milieu
(A quitté le 25 mai 2001)
- ▶ Gisèle Dussault, entreprises
(A quitté le 22 août 2001)
- ▶ Sylvie Fontaine, entreprises
- ▶ Colombe Massicotte, Cercles d'emprunt de Québec
- ▶ Bernard Mercier, formation-emploi
- ▶ Guylaine Mongrain, entreprises
- ▶ François Trudel, milieu

ContractuelLes

- ▶ Josephite Gagnon, conseillère en communication
- ▶ Éric Leclerc, technicien en comptabilité

Projet Compagnonnage vers l'emploi

- ▶ Diane Giguère, chargée de projet

Projet Accès Inforoute

- ▶ Jacques Bégin, animateur populaire
- ▶ Chloé Do, animatrice populaire
- ▶ Carol Proulx, animateur populaire
- ▶ Christian Scraire, animateur populaire

Stagiaire

- ▶ Manon Bombardier, secrétaire-réceptionniste



ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 2002

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux membres du

Carrefour de relance de l'économie et de l'emploi du centre de Québec et de Vanier
(CRÉECQ) (CDÉC DE QUÉBEC)

Nous avons vérifié le bilan de Carrefour de relance de l'économie et de l'emploi du centre de Québec et de Vanier (CRÉECQ) (CDÉC de Québec) au 31 mars 2002 ainsi que l'état des résultats, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'organisme. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'organisme au 31 mars 2002, ainsi que les résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

DUCHESNEAU & ASSOCIÉS
Société en nom collectif
Comptables agréés

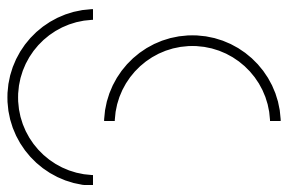
Québec, le 7 mai 2002

ÉTAT DES RÉSULTATS 2001-2002

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2002-2003

	Résultats vérifiés au 31-03-01	Résultats vérifiés au 31-03-02	Prévisions budgétaires 2002-2003
REVENUS			
Financement de base			
1	195 000,00	186 393,51	261 545,72
2	241 063,00	241 063,00	241 063,00
	436 063,00	427 456,51	502 608,72
Projets			
3		27 106,77	10 944,44
4	14 250,00	14 250,00	3 531,46
5	8 000,00	13 445,71	3 454,28
6	13 000,00		50 254,96
7	184 661,64	16 458,20	
8		169 967,58	292 083,33
9	68 613,20	81 426,30	32 261,34
10	750,00		
11		12 791,59	23 423,35
12		2 474,41	31 525,59
13	48 439,82	65 160,78	
14		24 250,00	
15	2 724,74	651,26	
16	12 730,85	5 285,15	
17		2 600,00	4 000,00
18	101 945,71		
19	3 920,25		9 000,00
20			10 000,00
	459 036,21	435 867,75	470 478,75
Autres projets			
21	30 103,49	6 450,76	2 150,24
22		12 175,31	4 424,69
23		27 250,00	
24	248,00	1 173,50	351,62
	30 351,49	47 049,57	6 926,55
Programmes			
25	26 113,78	25 436,33	4 200,00
26		1 000,00	
27	2 214,00	2 251,00	2 788,00
28	1 945,16	2 498,72	2 500,00
	30 272,94	31 186,05	9 488,00
Revenus de services			
29	15 300,00	19 170,00	19 380,00
30	1 200,00	4 750,00	1 800,00
31	3 268,25	4 394,50	6 720,00
32	2 694,90	830,00	7 392,00
33	4 209,96	6 936,18	3 372,00
34		2 892,50	
	26 673,11	38 973,18	38 664,00
Autres revenus			
35	4 803,00	4 900,00	5 000,00
36	824,45	713,20	600,00
37	79,18	339,76	
38	3 796,16	1 744,72	500,00
	9 502,79	7 697,68	6 100,00
TOTAL DES REVENUS	991 899,54	988 230,74	1 034 266,02

Note : Les chiffres dans les encadrés indiqués en gras dans la colonne des prévisions 2002-2003 correspondent à des montants à combler



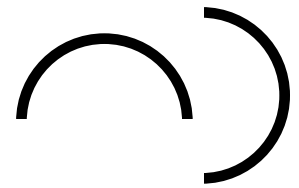
DÉPENSES		Résultats vérifiés au 31-03-01	Résultats vérifiés au 31-03-02	Prévisions budgétaires 2002-2003
Salaires et part employeur				
1	Salaires *	277 861,37	315 293,61	374 789,61
2	REER	940,06	4 280,17	7 403,05
3	Assurances collectives	4 000,17	4 877,07	8 384,28
4	Part employeur	27 047,35	31 464,70	38 947,63
		309 848,95	355 915,55	429 524,57

* Le poste budgétaire **Salaires** dans les prévisions 2002-2003 correspond à 9 employéEs permanentES et 5 employéEs contractuelLES.
Comparativement à 2001-2002, ajout d'une agente de développement entreprises et d'une secrétaire-réceptionniste (Stagiaire).

Frais d'opération				
5	Loyer	42 040,24	46 716,59	49 435,00
6	Assurances responsabilités	2 640,26	2 882,11	2 900,00
7	Téléphone	5 224,67	5 476,85	5 100,00
8	Internet	1 899,95	1 340,68	1 000,00
9	Équipements : entretien/réparation	3 392,11	8 267,94	5 600,00
10	Local : entretien/réparation	3 430,25	7 713,04	5 000,00
11	Location de salles	776,88	1 672,98	750,00
12	Frais postaux/Messagerie	3 302,39	4 875,97	3 500,00
13	Fournitures de bureau	4 819,07	5 172,41	5 000,00
14	Photocopies/Impressions	2 170,96	1 683,94	1 800,00
15	Abonnements/Adhésions	3 238,46	3 275,56	3 500,00
16	Contrat/équipements	1 943,34	1 611,81	2 200,00
17	Publicité/Promotion	2 954,75	3 011,76	5 000,00
18	Honoraires professionnels	10 521,00	5 767,85	2 000,00
19	Compensation représentation	105,12	364,99	500,00
20	Déplacements	2 275,87	2 548,52	2 400,00
21	Repas	1 418,46	2 265,97	2 000,00
22	Frais bancaires	4 003,74	2 463,66	2 200,00
23	Accueil	373,70	436,04	400,00
24	Vérification	2 150,25	2 752,00	2 500,00
25	Formation (1%, loi 90)	1 252,77	1 586,08	1 000,00
26	Divers	1 060,76	2 052,30	500,00
27	Amortissements	14 043,00	15 438,00	14 000,00
		115 038,00	129 377,05	118 285,00

Activités régulières				
28	Assemblée générale et spéciale	3 366,33	6 056,60	5 500,00
29	Conseil d'administration	1 222,08	2 733,04	2 600,00
30	Comité exécutif	322,72	509,52	400,00
31	Intercongrès		9 651,25	
32	Représentation	1 965,67	1 453,37	1 400,00
33	Publication/Documentation	76,00	617,17	900,00
34	Formation spéciale C.A. et équipe de travail	2 256,38	2 393,14	2 500,00
35	Frais de changement de nom		4 302,03	
36	* Recherche et développement	9 663,11	7 590,15	10 000,00
37	Appui aux activités dans le milieu	3 402,57	3 357,89	4 000,00
38	Tables de mise en oeuvre	4 278,28	3 977,82	6 000,00
39	Évaluation CRÉECO	1 035,00		
		27 588,14	42 641,98	33 300,00

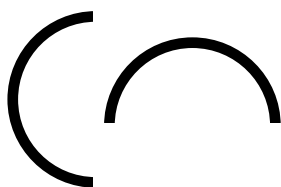
* Les organismes bénéficiaires sont : Radio Basse-Ville CKIA-FM, Les Journées de la Culture, Centre Vanierois de l'emploi, Services spécialisés aux commerçants et détaillants de Limoilou, Comité des citoyens et citoyennes du quartier St-Sauveur, SDC Centre-Ville de Québec, Société pour le développement de la rivière St-Charles.



Projets				
40	Cercles d'emprunt	54 335,47	47 621,47	62 656,32
41	Compagnonnage vers l'emploi	171 840,65	12 727,53	
42	Compagnonnage vers l'emploi - phase 2		156 692,75	277 828,16
43	Accès Inforoute - Fonds de lutte	60 671,90	75 523,55	29 926,59
44	Accès Inforoute - Fonds Jeunesse Québec		11 945,33	21 973,24
45	Programme accès communautaire (PAC)		2 474,41	30 845,59
46	Groupe conseil du carrefour - DEC	38 400,38	55 982,78	
47	Services pers.commerçants et détaillants - Limoilou		26 250,00	
48	Tournée des partenaires	2 592,71	597,36	
49	Implantation prix de revient	9 459,55	4 074,48	
50	Diners-conférences		3 322,35	4 000,00
51	Milieu urbain : Milieu humain	126 969,80		
52	Répertoire des ressources locales - mise à jour	3 920,25		9 000,00
53	Congrès 2002-2003			10 000,00
		468 190,71	397 212,01	446 229,90
Autres projets				
54	Réseau-Culture	30 103,49	6 450,76	2 150,24
55	Les Promotions de la Coterie		12 175,32	4 424,69
56	Étude CRÉSQ - CRCDQ		26 980,00	
57	Projets du milieu (Rebâtir la rue St-Joseph)	248,00	1 173,50	351,62
58	Circuit guidé (et CD Rom des quartiers centraux)	1 448,04	300,00	
59	Contribution Fonds d'emprunt écono.commun.	23 000,00		
		54 799,53	47 079,58	6 926,55
TOTAL DES DEPENSES :		975 465,33	972 226,17	1 034 266,02

écart :	16 434,21	16 004,57
Réserve pour les immobilisations	(31,33)	(2 095,00)
Surplus après réserve pour les immobilisations	16 402,88	13 909,57
Réserve pour changement de nom		(4 200,00)
		9 709,57
Réserve pour Compagnonnage		(1 500,00)
Surplus disponible		8 209,57

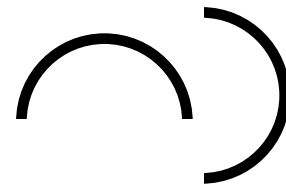
L'État des Résultats du 1^{er} avril 2001 au 31 mars 2002 et les Prévisions Budgétaires 2002-2003 ont été adoptés au conseil d'administration du 15 mai 2002



BILAN au 31 mars 2002

	Bilan vérifié au 31-03-01	Bilan vérifié au 31-03-02	
ACTIF			
Actif à court terme			
1	Encaisse	-	42 692,76
2	Capital social	2 005,00	2 005,00
3	Comptes à recevoir	44 420,32	55 394,36
4	Contributions à recevoir	102 942,81	101 907,03
5	Payés d'avance	5 119,23	5 600,77
	Total actif à court terme	154 487,36	207 599,92
6	Immobilisations	59 656,78	61 751,55
	TOTAL DE L'ACTIF	214 144,14	269 351,47
PASSIF ET L'AVOIR			
Passif à court terme			
1	Découvert bancaire	16 676,46	-
2	Emprunt bancaire	7 500,00	-
3	Comptes à payer	37 001,57	75 289,46
4	Remises salariales et vacances à payer	41 081,61	43 389,88
5	Contributions perçues d'avance	1 525,12	26 608,18
6	Contributions à verser	2 300,00	-
	Total passif à court terme	106 084,76	145 287,52
Capital			
7	Surplus cumulé	31 967,72	46 306,93
8	Capital immobilisé	59 657,45	61 752,45
9	Surplus de l'exercice	16 434,21	16 004,57
	Total du capital	108 059,38	124 063,95
	TOTAL DU PASSIF ET DE L'AVOIR	214 144,14	269 351,47

Le bilan du 31 mars 2002 a été adopté au
conseil d'administration du 15 mai 2002



Québec, le 28 avril 2002

Aux membres de l'assemblée générale
de la CDÉC de Québec

OBJET : Rapport du comité de surveillance de la CDÉC de Québec pour l'année financière 2001-2002

Mesdames, Messieurs,

C'est avec plaisir que je vous soumetts un rapport synthèse des activités du comité de surveillance de la CDÉC de Québec

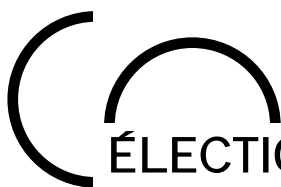
Pour l'année financière qui se termine, le comité était composé par Mario Côté, Gilles Raymond et moi-même, Marlène Tremblay, dûment élus lors de l'assemblée générale du 12 juin 2001. Le comité de surveillance s'est réuni à deux reprises au cours de son mandat.

À chacune de ces rencontres, le comité a eu accès à toutes les pièces justificatives demandées pour la réalisation de son mandat. Les personnes ressources de la CDÉC de Québec ont été en mesure de répondre adéquatement aux questions diverses et les quelques recommandations du comité ont été appliquées.

Les membres du comité peuvent donc garantir que les transactions vérifiées ont été réalisées en conformité avec les règles et politiques régissant les opérations de la CDÉC de Québec.

Salutations cordiales,

Marlène Tremblay
pour le comité de surveillance



ÉLECTION DES MEMBRES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POSTE EN ÉLECTION

En élection

(possibilité de réélection)

- ▶ OUI
- ▶ Non
- ▶ Non

Poste

Collège entreprise privée

- ▶ Gervais Bélanger, AGASO
- ▶ Yoland Bouchard, La Conserverie du quartier
- ▶ Daniel Gagnon, Cours de lecture rapide

Collège syndical

- ▶ OUI
 - ▶ OUI
 - ▶ Non
- ▶ Denis Courteau, CTQ (FTQ)
 - ▶ Yves Robitaille, CCQCA (CSN)
 - ▶ Poste à combler pour 1 an

Collège communautaire

- ▶ OUI
 - ▶ Non
 - ▶ Non
- ▶ Gérard Coulombe, Mouvement des travailleurs chrétiens
 - ▶ Nicole Landry, Lis-moi tout Limoilou
 - ▶ Nicol Tremblay, Comité des citoyens/ennes du quartier St-Sauveur

Collège entreprise coopérative ou organisme à but non lucratif

- ▶ Non
 - ▶ OUI
- ▶ Micheline Boucher, École de joaillerie de Québec
 - ▶ André Paquet, CDR Québec Chaudière-Appalaches

Collège intégration au travail

- ▶ Non
 - ▶ OUI
- ▶ France Baillargeon, Équitravail
 - ▶ France Lantagne, Les Aspirants travailleurs(es)

Collège institutionnel

- ▶ OUI
- ▶ Ginette Buist-Olivier, CLSC-CHSLD Haute-Ville-Des Rivières

Collège individuel

- ▶ Non
- ▶ Jacques Vandal

Postes cooptés

Nommés par le C.A.

- ▶ Diane Bergeron, Petit caprice
- ▶ Armand St-Laurent, Action-habitation de Québec

Les mandats ont une durée de deux (2) ans, excepté les membres cooptés qui sont choisis pour un (1) an par le conseil d'administration.

Redécouvrez
le site Internet
de la
CDÉC de Québec

@
www.cdecdequebec.qc.ca